

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 24/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

Syndicat Centre Hérault

Route de Canet
34800 Aspiran

Références : UD34/H2/2023/132
Code AIOT : 0018300581

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/07/2023 au centre de stockage de déchets ménagers implanté lieu dit Mas d'Arnaud 34700 Soumont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Syndicat Centre Hérault - Centre de stockage de déchets ménagers
- lieu dit Mas d'Arnaud 34700 Soumont
- Code AIOT : 0018300581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est exploité en régie directe par le Syndicat Centre Hérault (SCH), sous l'autorisation de l'Arrêté Préfectoral (AP) n° 2022-12-DRCL-0523 du 30 décembre 2022. L'autorisation d'exploiter arrivant à échéance au 31 décembre 2031.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Incident / Accident - Incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » :
 - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
 - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Rapport d'incident /d'accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un incendie s'est déclaré le 12 juillet 2023 vers 22h005 dans le casier Ouest de l'installation de stockage de déchets non dangereux du Syndicat Centre Hérault située sur la commune de Soumont. L'exploitant doit transmettre un rapport d'incident suite à cet événement conformément à l'article R.512-69 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident /d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Par courriel du 13 juillet 2023, le Syndicat Centre Hérault (SCH) informe l'inspection des installations classées qu'un départ d'incendie a eu lieu le 12 juillet 2023 vers 22 h dans l'alvéole 9 en exploitation du casier Ouest de son installation de stockage de déchets non dangereux à Soumont. Le déroulé de l'incident est le suivant: A 22h08, l'agent d'astreinte et son responsable reçoivent une alerte feu généré par la caméra thermique du site. A 22h17, le responsable du site suivi de peu par l'agent d'astreinte arrivent sur le site. L'extinction du feu est assurée immédiatement au chargeur par étouffement avec de la terre présente sur place. Seulement trois godets de terre (9m ³) ont été nécessaires. A 22h30, le feu est éteint, un arrosage sur la zone incendiée est mis en place sur une surface 15 m ² A 23h30, fin de l'arrosage, environ 30 m ³ d'eau ont été déversés. Les services de secours n'ont pas été appelés. Après investigation de l'exploitant, l'incendie est resté en surface et n'a pas touché les bâches et les dispositifs d'étanchéité. L'exploitant n'a pas pu indiquer à l'inspection les raisons du départ d'incendie. Il est demandé à l'exploitant de fournir, sous 15 jours, en application de l'article R.512-69 du code de l'environnement, un rapport écrit complet décrivant a minima en les justifiant : • la chronologie des événements : descriptif de l'incident, actions menées par l'exploitant, dégâts, quantité de déchets brûlés, volume des eaux d'extinction utilisées, etc.,

- les hypothèses sur les origines et causes de l'incident finalement retenues,
- les mesures mises en œuvre pour gérer l'incident, • les conséquences de l'incident pour les personnes et pour l'environnement (eaux, sols, odeurs, air..),
- les mesures organisationnelles et techniques envisagées pour prévenir le renouvellement d'un incident similaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 30 jours